



**Monsieur Sébastien Lecornu**  
Premier ministre

**Objet : repas à 1 euro**

Monsieur le Premier ministre,

Ces trois dernières années, les agentes et agents des CROUS font face à une intensification du travail, qui engendre fatigue physique et usure mentale et se traduit par un recours massif aux arrêts malades. Les absences des personnels ne sont pas remplacées et cela occasionne donc un glissement des tâches sur les agents présents. Cette situation entraîne une dégradation du dialogue entre les agents et leurs chefs de service, un stress permanent, une exigence émotionnelle et le ressenti d'une insatisfaction des usagers. C'est ce que nous constatons à chaque rencontre avec les agentes et agents et c'est aussi ce qui ressort de l'audit sur la QVCT dans les œuvres universitaires de juin 2024.

Le dispositif d'emplois est insuffisant pour faire face à la charge d'activité. Faute de moyens financiers supplémentaires, les CROUS ne peuvent pas recruter d'où le manque de personnels qui entraîne l'intensification du travail. Le fragile équilibre budgétaire des CROUS ne leur permet pas d'augmenter leur masse salariale. Le dispositif d'emplois doit donc être abondé.

Et si une nouvelle augmentation de la fréquentation étudiante des structures de restauration survenait, ce sont d'autres difficultés, logistiques et matérielles, qui surviendraient.

Les infrastructures ne sont pas adaptées pour une nouvelle montée en charge.

Les freins à la mise en place de la généralisation du repas à 1 euro résident dans l'insuffisance du dispositif d'emplois et de l'absence de locaux adaptés.

Les cuisines des restaurants universitaires ne sont pas dimensionnées pour répondre à une demande aussi importante.

Le matériel de cuisine n'arrive plus à suivre les cadences infernales des productions.

Les espaces de stockage des denrées alimentaires sont souvent insuffisants.

Le manque de places assises limite la capacité des RU à servir plus de repas. Il en résulte des files d'attentes interminables et une dégradation des conditions de restauration pour les étudiants comme pour les agents.

Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, le service public du réseau des œuvres à destination des étudiantes et étudiants ne pourra pas généraliser le repas à 1 euro sans ressources humaines supplémentaires et des investissements logistiques et matériels qui permettent d'absorber la nouvelle charge.

Pour la CFDT, la généralisation du repas à un euro exige donc :

- un budget pérenne d'au moins 90 millions d'euros,
- la création immédiate des postes nécessaires au fonctionnement des structures.

Nous vous prions, Monsieur le Premier ministre, de recevoir nos sincères salutations.

Catherine Nave-Bekhti  
Secrétaire générale